

27
&
28
JUN
2019

SCOT & TRANSITIONS

14^{èmes} Rencontres Nationales des SCoT à Metz

LES ACTES



SOMMAIRE

EDITO	1
PROPOS INTRODUCTIFS	2
TRANSITIONS	
ENERGETIQUE	4
DEMOGRAPHIQUE	6
CLIMATIQUE GEOGRAPHIQUE	7
URBANISTIQUE	8
ECOLOGIQUE	9
ALIMENTAIRE	10
NUMERIQUE	11
ZOOM SUR LE SCOT DE L'ANTHROPOCENE	12
CONSTRUIRE LE RECIT DES TRANSITIONS	13



REDACTION

Directeur de la publication : Michel HEINRICH

Rédaction : David PICOT, Stella GASS, Cécile GONDARD

Mise en page : Cécile GONDARD, Sibylle YOU KIM

Crédits photos : Thierry Colin, Monono, Fanny Dion



Michel HEINRICH,
Président de la Fédération des SCoT

Pourquoi avons-nous choisi cette année de traiter du thème des transitions pour nos rencontres ?

Nous, élus locaux et techniciens, qui élaborons et mettons en œuvre des SCoT, nous sommes à la fois humbles et ambitieux pour imaginer l'avenir de nos territoires.

Nos SCoT interviennent dans un monde en mouvement et doivent de plus en plus intégrer les risques, le changement climatique, les enjeux de maintien de la biodiversité, l'adaptation des territoires au vieillissement de la population, la déprise démographique, l'évolution des mobilités, la transition énergétique, la recomposition des solidarités et les enjeux d'équité territoriale. Le SCoT est là pour mettre de la cohérence dans tout cela et dessiner les politiques publiques qui construiront le territoire de demain.

Tout a commencé avec le Grenelle de l'environnement. Les transitions représentent aujourd'hui une forme d'accélération pour les SCoT, qui nous pousse à aller plus loin. Nous l'avons constaté au cours de ces Rencontres, les thèmes à aborder sont nombreux et complexes. Les acteurs et les élus de SCoT nous ont confirmé que nous pouvons tous travailler ces sujets, dans chacun de nos territoires. Nous pouvons tous, à notre échelle, faire quelque chose pour relever les défis des transitions.

Ces Rencontres Nationales nous ont permis d'entendre les élus nous parler de la prise de conscience des sujets à traiter, mais aussi du passage à l'action, parfois avant-gardiste, notamment dans leur manière de construire leur projet de territoire.

Ces Rencontres Nationales des SCoT doivent enrichir nos réflexions et nous permettre d'aller plus loin dans les projets que nous construisons ensemble, pour l'avenir de nos territoires. La synthèse que nous vous proposons ici vous permettra de (re)découvrir les temps forts de ces deux jours d'échanges et de débats et nous l'espérons, vous inspirer dans l'élaboration de vos projets de territoire.



édito

PROPOS INTRODUCTIFS



PAROLE D'EXPERT LES DEFIS DE LA TRANSITION

Cyril DION, Grand Témoin,
Écrivain, réalisateur, poète,
co-fondateur du Mouvement Colibris



« Face à l'urgence, aller vite et fort sur les territoires »

Entre constats sur « la situation d'urgence climatique » et suggestions aux élus et techniciens des SCoT pour « embarquer les citoyens » : Cyril DION, Grand Témoin de ces Rencontres, croit en la capacité des territoires « à aller vite et fort sur ces questions de transition ». Maintenant, il faudrait passer à l'action...

« Nous sommes en situation d'urgence absolue », a lancé d'emblée Cyril DION, en ouverture de ces 14^e Rencontres nationales des SCoT. « L'objectif fixé par les Accords de Paris était de rester en dessous de 1,5°C, d'ici la fin du siècle. Il est très probable que nous les dépassions vers 2030 ». L'écrivain, réalisateur et poète alerte également sur l'inquiétant dégel du permafrost, en Arctique : « un certain nombre de scientifiques craignent que des

quantités de carbone, notamment du méthane, soient alors rejetés dans l'atmosphère. Nous ne serions alors plus capables d'arrêter le réchauffement dans cette partie du monde... ». De la même façon, « si nous continuons sur cette lancée, nous serons, selon le dernier rapport du GIEC, à +5°C d'ici la fin du siècle », a-t-il poursuivi. Qu'est-ce que cela signifie ? « Des pays deviendront invivables, car il y fera trop chaud. Nous risquons de perdre 50 % de nos rendements agricoles », avec tous les risques que cela peut entraîner en termes « de migrations de populations, de conflits pour la faim, l'appropriation de l'eau ou de terres arables, etc. » Sans oublier les impacts sur les espèces : « ces 40 dernières années, nous avons perdu 60 % des populations de mammifères sauvages. Les insectes disparaissent 10 fois plus vite ». Bref, il s'agit désormais d'éviter d'arriver à une situation de non-retour. « Et c'est dans les 10 ans que ça se joue », insiste-t-il.

Guy KECKHUT

Animateur des Rencontres



Cyril DION

“
Nous sommes
en situation
d'urgence
absolue
”



« Les transitions ? Une chance pour le SCoT »

« Si nous considérons que les mots reflètent l'esprit d'une époque, nous pouvons penser que le mot 'transition' parle de la nôtre », souscrit **Jérôme BARATIER**, urbaniste et enseignant à l'École urbaine de Sciences Po Paris. « Il est à la fois entendu aux confins des potagers et, en même temps, il fait l'objet de colloques universitaires les plus pointus », poursuit-il avant de se pencher sur les racines latines du mot : *transitio* et *transire*, références à « aller au-delà » et à un « passage ». A ses yeux, l'Anglais Rob Hopkins, enseignant en permaculture, a donné une dimension supplémentaire au terme. « La transition n'est plus seulement un mouvement et un passage d'un état à autre. Mais c'est une méthode pour l'action. C'est une transformation du réel avec un mode d'emploi ». Que ces transformations soient démographiques, mobilitaires, numériques, démocratiques, alimentaires, énergétiques ou écologiques.

Et les SCoT dans tout ça ? « Les transitions sont le moyen de questionner le sens et la manière dont on construit un projet de territoire ». Et à l'expert d'interroger et de s'interroger : « Et si elles étaient, pour un territoire, la chance de réinventer sa manière de produire une feuille de route et de ne plus être à l'ombre portée des politiques de rangs supérieurs ? Et si ces transitions convergeaient dans une transition territoriale ? Et si le SCoT était le catalyseur de cette transition territoriale ? ». **Jérôme BARATIER** imagine ainsi un SCoT qui « se débarrasserait de ses oripeaux normatifs : à la fois plus stratège et opérationnel, à la fois plus prospectif et ancré ». Un SCoT également qui « se re-politise, au sens où il recrée des débats autour des enjeux qu'il traite ». Un SCoT enfin, « qui organiserait le dialogue avec les acteurs du territoire, avec une capacité à détecter les initiatives et à les mettre en réseau, pour augmenter les synergies. Exactement à la manière d'un permaculteur qui choisit les espèces végétales à disposer les unes à côté des autres pour qu'elles se renforcent ». Un « permaSCoT » en somme.

PAROLE D'EXPERT

LES DEFIS DE LA TRANSITION

Jérôme BARATIER, Urbaniste,
Enseignant à l'École Urbaine de
Sciences Po Paris

LES CLES DES TRANSITIONS

“

La transition nous engage à titre individuel et collectif mais le plus dur reste le passage à l'acte. Comment imaginer qu'une personne cesse de prendre sa voiture pour les transports en commun si les logements produits sont loin des stations ? Et comment prendre des décisions fortes si la population décroche ? Faire projet ensemble prend donc du temps. Il faut l'accepter.”

Pastèle SOLEILLE, Sous-directrice de la qualité du cadre de vie - Ministère de la Cohésion des territoires



Les territoires en mouvement

Les collectivités territoriales, et notamment à travers leurs SCoT, sont bien décidées à relever le défi complexe des transitions. Ces 14^e Rencontres nationales ont ainsi été l'occasion de faire remonter quantités d'initiatives locales, signes d'une forme d'adaptation et de résilience des territoires ● ● ●

TRANSITION ENERGETIQUE



DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT DE MODÈLE

Michel HEINRICH, Président du SCoT des Vosges centrales

Jean-Claude PIERROT, Directeur Stratégie et Finances chez Norske Skog

Bernard PAINEAU, Président du SCoT du Thouarsais

Marie BOUX, Responsable du service "Aménagement et planification", en charge du SCoT du Thouarsais

« Pourquoi pas nous ? »

« L'entrée en transition "nécessite du courage politique" pose Michel HEINRICH, Président de la Fédération nationale des SCoT et du SCoT des Vosges centrales (154 communes – 156 000 hab.) « Puis lorsque l'on veut basculer vers d'autres modèles, notamment économiques ou industriels, il faut surtout de la capacité de conviction ». Sur ce territoire, la transition énergétique est passée par... l'Autriche ! Plus précisément, par un voyage d'études réalisé en 2011 dans le Vorarlberg, à la découverte « d'une des régions qui était les plus

pauvres du pays et qui s'était lancée dans une démarche d'autonomie énergétique ». Au retour, les élus s'interrogent : « pourquoi pas nous ? » Et Michel HEINRICH de poursuivre : « nous avons lancé des études de potentiel qui nous ont révélé que chez nous, l'autonomie énergétique était "facilement" atteignable grâce à la biomasse. Grâce au potentiel de chaleur récupérable notamment dans l'industrie ».

Entreprises et SCoT, main dans la main

Illustration avec la *Green Valley*, une grappe d'entreprises dédiées au bois et à l'écoconstruction, installée à Golbey (Vosges), autour du papetier *Norske Skog*. « Nous produisons chaque année 600 000 tonnes de papier journal à partir du bois (pour un tiers) et de fibres recyclées (deux tiers) », explique Jean-Claude PIERROT, Directeur Stratégie et Finances, qui parle « d'économie circulaire » et met en avant le développement de l'activité économique du territoire par « des synergies et de la mutualisation », en s'appuyant sur différentes d'énergies renouvelables comme la biomasse. La clé ? « Une coopération de tous les instants avec les acteurs du SCoT ». Michel HEINRICH insiste sur le « faire ensemble » dans un SCoT qui par ailleurs, met en place « avec la Caisse des Dépôts et Consignations et la Région, une Société d'économie mixte dédiée à la transition énergétique ». Son nom ? Terr'ENR.

TEPOS en 2050

Le Thouarsais (24 communes – 36 000 hab.) a pour ligne de mire l'année 2050 pour devenir un Territoire à Énergie Positive (TEPOS). « Engagée depuis les années 80 », se souvient Bernard PAINEAU, le Président du SCoT, la transition énergétique a pris un nouvel essor à travers l'exploitation d'une friche militaire de 72 hectares. Un site devenu le cœur du projet TIPER, une zone d'activités spécifique au développement d'entreprises à énergies renouvelables. « Nous avons déjà développé 37 hectares de photovoltaïque et 15 autres vont bientôt démarrer », poursuit l' élu. Au programme également : un projet de gazéification, un parc éolien et une unité de méthanisation. Et en parallèle, un « travail de fond auprès des habitants comme des élus pour produire plus d'énergie qu'on en consomme ». Responsable du service 'Aménagement et planification', en charge du SCoT, Marie BOUX complète : « tout cela a été retranscrit dans nos documents de planification, aussi bien le SCoT que le PLUi. Ils sont sur le même périmètre et ont été menés en parallèle afin d'avoir la plus grande transversalité ».

3^{ème} révolution industrielle

A quelques centaines de kilomètres au nord et pour mettre tous les atouts énergétiques de leur côté, les élus du Grand Douaisis (56 communes – 225 000 hab.) ont adossé un Plan Climat à leur SCoT. « La première chose a été de sensibiliser les communes en leur demandant d'établir des diagnostics et d'analyser les consommations des bâtiments publics », explique **Lionel COURDAVAULT**, le Président. Puis est venu le tour des industriels,

« sur des questions d'autoconsommation, à travers par exemple le photovoltaïque ». Actuellement, des études sont en cours autour de réseaux de chaleur et de géothermie. Des réflexions aussi, sur la préservation de la ressource en eau. Sur ce plan, le SCoT reçoit l'appui de l'Ademe, avec un enjeu : la troisième révolution industrielle ! « Cela signifie de passer d'un système qui repose massivement sur des énergies fossiles importées à un autre, basé sur les énergies renouvelables locales », glisse **Eric VIDALENC**, responsable du pôle transition énergétique à l'Ademe Hauts-de-France. Autrement dit, « on essaie de changer en quelques années un paradigme construit depuis plus de deux siècles », conclut-il, les yeux rivés vers l'objectif : « atteindre l'autonomie énergétique à l'horizon 2050 ».

LA PRISE DE CONSCIENCE DES ÉLUS FACE À L'IMPÉRATIF DE TRANSITIONS

Lionel COURDAVAULT, Président du SCoT du Grand Douaisis

Eric VIDALENC, Responsable du Pôle transition énergétique à la Direction Régionale Hauts de France de l'ADEME



LES TERRITOIRES, DÉJÀ ACTEURS DES TRANSITIONS !

Alain ESNAULT, Vice-Président du SCoT de l'Agglomération Tourangelle

Bruno FOURNEL, Ingénieur / Développeur d'affaires au CEA

De l'hydrogène au stockage des ENR

Dans le SCoT de l'agglomération tourangelle (54 communes – 390 000 hab.), « la prise de conscience est née au début des années 2000, d'une opportunité d'implanter une zone d'activité de 235 hectares au cœur d'un bassin de vie », expose **Alain ESNAULT**, le Vice-Président. Intégration des bâtiments industriels dans l'environnement, plantation de 40 hectares d'espaces verts, démarche de retraitement des déchets, d'éclairage public... Le terreau était semé quand s'est posée quelques années plus tard, la question de relocaliser un centre routier, au nord de Tours. Au même moment, un appel à projets 'Territoires hydrogène', est

lancé par le ministère de l'Environnement. L'occasion est trop belle de lancer une expérimentation en partenariat avec le CEA. « L'hydrogène constitue un des vecteurs principaux en faveur du stockage massif des énergies renouvelables, qui ne produisent pas à la demande », resitue **Bruno FOURNEL**, ingénieur/développeur d'affaires au CEA. Résultat, « le centre routier est aujourd'hui en construction », reprend **Alain ESNAULT**. « Il sera couvert de 20,5 hectares de panneaux photovoltaïques qui serviront à produire l'électricité pour alimenter un hydrolyseur. Il pourrait permettre de produire 100 à 200kg d'hydrogène par jour ». En attendant, le territoire a par ailleurs accueilli 15 vélos à hydrogène, pour découvrir les châteaux de la Loire.

TRANSITIONS DEMOGRAPHIQUE



LA PRISE DE CONSCIENCE DES ÉLUS FACE À L'IMPÉRATIF DE TRANSITIONS

Denis THURIOT, Président du SCoT du Grand Nevers

Thomas HANSS, Ingénieur paysagiste
« Urbaniste » CTO Villes Vivantes

Wattway et Bimby

Au cœur de l'Hexagone, « dans ce que certains appellent la diagonale du vide », sourit (jaune) Denis THURIOT, Maire de Nevers et Président du SCoT du Grand Nevers (109 communes – 132 000 hab.), l'enjeu consiste surtout à faire rimer les mots décroissance et développement... « Cela fait 15 à 20 ans que nous perdons des habitants », déplore l' élu, en quête de ressorts d'attractivité. « A moins de deux heures de

Paris, sur un territoire où l'habitat n'est pas cher, j'ai misé sur le numérique, et particulièrement sur la fibre optique pour attirer les entreprises ». Sur le plan des usages, des luminaires intelligents ont fait leur apparition dans le centre de Nevers. Une wattway va être développée pour permettre à terme, aux cyclistes qui parcourront les pistes cyclables de recharger les bornes électriques qui elles-mêmes rechargeront les vélos ». Sur le plan de l'habitat et du foncier, une démarche Bimby (pour *Build In My BackYard*) est initiée pour « utiliser l'existant ». Elle est pilotée par Thomas HANSS, ingénieur paysagiste et urbaniste à Villes vivantes. « Il n'est pas évident de sensibiliser les habitants. Le SCoT représente toutefois une échelle de gouvernance qui a très vite identifié cette démarche comme une façon de mettre en oeuvre les objectifs qui sont les siens : notamment en termes de réduction de consommations de terres naturelles et agricoles ».

LES CLES DES TRANSITIONS

“

Nous ne pouvons pas construire nos villes sans experts, y compris à l'heure où tous les citoyens sont ou se croient sachant avec une technologie qui leur donne des pouvoirs médiatiques et politiques démultipliés. Cependant, il est compliqué voire impossible de faire le bonheur des gens malgré eux, d'autant plus alors que notre modèle démocratique est en transition. ”

Emmanuel DE LANVERSIN, Adjoint au Directeur de l'habitat, urbanisme et paysage (DHUP) – Ministère de la cohésion des territoires / Ministère de la transition écologique et solidaire



Pastèle SOLEILLE



Emmanuel DE LANVERSIN

CLIMATIQUE GEOGRAPHIQUE

LA PRISE DE CONSCIENCE DES ÉLUS FACE À L'IMPÉRATIF DE TRANSITIONS

Jean-Jacques EROLES, Président du SCoT du Bassin d'Arcachon



La mer avance...

Président du SCoT du Bassin d'Arcachon (17 communes – 160 000 hab.), Jean-Jacques EROLES reconnaît lui « être dans une région où il n'y a pas de déperdition de population. Bien au contraire. Nous essayons surtout de gérer les afflux sur la côte, dans un contexte d'érosion, d'avancée dunaire, de recul du trait de côte ». Avec une problématique déjà bien identifiée à travers un camping situé derrière la dune du Pilat. « C'est difficile de relocaliser un camping. Il faut des lieux, et quid du foncier ? » Diagnostics et autres études se multiplient, dans « un partenariat vaste entre la Région, la DREAL, l'office d'aménagement de la côte, le GIP Littoral, etc. Tout le monde n'agit pas avec le même pragmatisme et avec la même réactivité... ». Jean-Jacques EROLES considère toutefois que les élus « sont plutôt bien outillés » pour faire face à ces problématiques. Certes, « le SCoT a été attaqué et cassé. Mais nous sommes repartis sur un nouveau SCoT, avec une concertation plus importante. Je suis optimiste ».

Stations à énergies renouvelables

De la mer à la montagne... Antoine TAHOCES est Vice-Président de la Communauté de communes Pyrénées catalanes (19 communes – 6 000 hab.), un territoire où « 50 % des emplois directs et indirects viennent des remontées mécaniques et du tourisme estival ». Il évoque une prise de conscience qui date de 25-30 ans : « lorsque la neige a commencé à manquer dans des stations orientées plein sud et où il a fallu installer les premiers canons à neige ». Depuis quelques années, les stations locales subissent également une forte concurrence d'Andorre et d'Espagne. « Au-delà de l'aménagement de nos remontées mécaniques, nous devons veiller à notre production de neige, avec l'idée de nous préparer à redevenir des stations climatiques comme l'était Font-Romeu au début du XXe siècle ». Pour atteindre ses objectifs de développement de territoire et de tourisme, la collectivité s'appuie sur l'expertise de la Société hydroélectrique du Midi (SHEM). La structure gère l'énorme ressource : cinq centrales hydro-électriques soit 17 millions de mètres cube d'eau à « fournir aux territoires », glisse Stéphane GRILLOU, à la tête de l'agence territoriale de la SHEM. « Une micro-centrale peut fournir l'énergie pour l'éclairage de ma commune », enchaîne Antoine TAHOCES. Pour passer les stations d'hiver aux énergies renouvelables, il est aussi question d'ombrières photovoltaïques sur les parcs de stationnement. Et l' élu de préciser : « ce n'est pas seulement par écologie que nous ne gaspillons pas. C'est aussi parce que nous sommes économes ».

LES TERRITOIRES, DÉJÀ ACTEURS DES TRANSITIONS !

Antoine TAHOCES, Vice-Président de la CC des Pyrénées Catalanes

Stéphane GRILLOU, Directeur de l'Agence 66 SHEM, Société Hydro-Électrique du Midi

TRANSITIONS URBANISTIQUE

DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT DE MODÈLE

Jérôme DUTRONCY, Président de la Commission Environnement du SCoT de la Grande Région de Grenoble

Marc VEROT, Chef de service Planification à l'Agence territoriale de Lyon de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

LES CLES DES TRANSITIONS

“
Les Agences de l'Eau, de par leur composition et leur fonctionnement, préfigurent assez bien ce dont notre pays a besoin : les débats qui y ont lieu et les orientations qui y sont définies sont partagées au final par une multitude d'acteurs. Même si au départ, certains avaient des visions opposées.”

Jean-François HUSSON, Sénateur de Meurthe-et-Moselle, membre du Comité du bassin Rhin-Meuse



Pédagogie et éducation

Au SCoT de Gascogne (397 communes – 180 000 hab.), « où nous essayons non pas d'établir une égalité mais une solidarité des territoires », comme le dit sa présidente Elisabeth DUPUY-MITERRAND, l'eau figure aussi au cœur des problématiques. « C'est une fragilité considérable. Et cette prise de conscience nous fait notamment dire que l'agriculture doit évoluer, qu'il faut économiser cette eau. Donc, nous avons tout un travail de pédagogie et d'éducation à conduire. Et le SCoT a clairement un rôle à jouer sur ces transitions ».

L'eau n'a pas de frontières

Des Pyrénées aux Alpes... où la préservation et la gestion de la ressource en eau représente tout autant une problématique essentielle. Alors comment s'adapter ? Pour y répondre, le SCoT s'est rapproché de l'Agence de l'Eau et a adopté une approche résolument pragmatique. Tout d'abord, il s'agit de raisonner à une échelle suffisamment large « car la problématique de l'eau potable dépasse très clairement les frontières administratives », précise Jérôme DUTRONCY, Président de la Commission environnement du SCoT de la Grande région de Grenoble (261 communes – 780 166 hab.). « Et le SCoT représente justement une échelle pertinente pour ces questions ». Chef de service planification à l'agence territoriale de Lyon de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée-Corse, Marc VEROT apprécie également que « le SCoT est passé de la communication à l'action. Ses représentants sont partis de l'analyse de la sensibilité de leur territoire. Quels sont les points forts/points faibles ? Entre une ressource abondante en vallée et une autre, plus difficile sur les coteaux, comment faire dès aujourd'hui ? Que prévoir à 5 ans, à 30 ans ? ». A ses yeux, cette démarche est reproductible ». Mais il prévient, « ce type d'accompagnement ne fait pas partie du cœur de métier des Agences de l'Eau ».

LA PRISE DE CONSCIENCE DES ÉLUS FACE À L'IMPÉRATIF

DE TRANSITIONS

Elisabeth DUPUY-MITERRAND, Présidente du SCoT de Gascogne

LES TERRITOIRES, DÉJÀ ACTEURS DES TRANSITIONS !

Henri HASSER, Président du SCoT de l'Agglomération Messine

Pascal HUBER, Maire de Chesny

Indispensable trame verte et bleue

Au SCoT de l'agglomération messine (SCoTAM, 225 communes - 411 695 hab.), la préservation de la biodiversité passe également par l'approche paysagère qui offre le mérite de la transversalité et de la pédagogie efficace. « En toile de fond, ce sont les trames vertes et bleues », lance Henri HASSER, le Président. « A travers elles, nous avons révélé les potentialités du territoire, en particulier ce qu'il faut préserver pour favoriser la biodiversité ». En couplant les enjeux de biodiversité avec ceux du paysage, le SCoT se

donne un nouvel élan pour sa révision et progresse sur le terrain de la pédagogie. A l'école des paysages (NDLR le SCoT élabore un Plan Paysages), on éduque le regard et on suscite, au-delà des règles, les bonnes pratiques qui font transitions. La démarche a, en tout cas, suscité plusieurs initiatives dans les communes, à l'image de celle de Chesny, 600 habitants au sud de Metz, où le maire, Pascal HUBER, « a pris conscience de l'intérêt environnemental des vergers, lors d'une conférence organisée par le SCoTAM ». Un appel à projets plus loin, la commune s'est lancée dans l'aventure, sur une portion de 10 ares, dans un ancien terrain militaire. « Partenariats, financements, variétés locales d'arbres, nous nous sommes appuyés sur le syndicat mixte et sur une association locale », poursuit-il. Aujourd'hui, le verger communal a fait des « petits » : une mare pédagogique et une allée des naissances sur un parcours de santé.



LES CLES DES TRANSITIONS

“ Nous travaillons sur la compensation environnementale qui est un sujet un peu particulier. Auparavant, en effet, les acteurs s'efforçaient d'éviter les impacts et de réduire les aménagements mais sans jamais restaurer ou recréer de la nature. C'est tout l'enjeu de notre structure : apporter des solutions aux aménageurs publics comme privés de toute taille, en lien avec cette notion de compensation. ”

Matthieu RIVET, Chef de l'agence centrale de la CDC Biodiversité



TRANSITIONS ALIMENTAIRE

LES TERRITOIRES, DÉJÀ ACTEURS DES TRANSITIONS !

Filipe PINHO, Président du SCoT de la Multipôle Sud Lorraine

Anne FORTIER, Directrice adjointe de l'Environnement au Conseil Départemental 54

Le foncier... alimentaire !

Des pommes du verger de Chesny, au menu complet... Le département voisin de la Meurthe-et-Moselle travaille lui, « sur les circuits alimentaires de proximité, tant au niveau de la restauration collective que des particuliers. Et ce, autour des enjeux économiques, sociaux et environnementaux », resitue Anne FORTIER, directrice adjointe de l'Environnement au Conseil départemental. Avant d'enchaîner : Le SCoT de la Multipôle Sud Lorraine (435 communes – 560 000 hab.) « s'est tout de suite porté volontaire pour être un partenaire méthodologique ». Une démarche plutôt innovante pour ce type de structure. « Certes, on nous demande généralement de réfléchir et de calculer des ratios sur les thématiques du logement ou du développement économique », complète Filipe PINHO, le Président du SCoT. « Là, il s'agit effectivement de faire le même exercice en matière de foncier agricole. Nous allons tenter ce pari, de faire apparaître sur notre cartographie de demain, la définition du foncier alimentaire dont nous avons besoin pour nourrir nos enfants à la cantine. Nous verrons jusqu'où nous sommes capables d'aller ».

La future Loi foncière viendra-t-elle à son secours ? « Par rapport à la question du partage des terres, nous proposons l'instauration d'un instrument homogène à l'échelle nationale à l'image de ce qui existe pour les zones d'activités commerciales voire les zones d'habitat », a souligné le député PS de Meurthe-et-Moselle, Dominique POTIER, co-rapporteur de la mission d'information commune sur le foncier agricole. Et d'un futur texte présenté selon lui, comme un « plaidoyer pour que la question du paysage et de la terre soit un service d'une nouvelle prospérité ».

LES CLES DES TRANSITIONS

“ Les scientifiques estiment que sur les 1,8 million d'espèces que nous connaissons, un million sont actuellement en danger, dans le monde. Ils parlent de la sixième extinction. Par ailleurs, sans les pollinisateurs, 75% de nos aliments disparaissent. Bref, c'est notre survie qui est en jeu. ”

David MONNIER, Directeur régional adjoint Grand Est de l'Agence Française pour la Biodiversité



Les « bidules » numériques

Enfin, toutes ces transitions interviennent dans un contexte numérique bouillant et de mouvement perpétuel. Comment ces développements 2.0, 3.0 ou 4.0 vont-ils impacter les façons d'aménager le territoire et d'organiser les mobilités? A l'Institut du Développement durable et des relations internationales (IDDRI), **Mathieu SAUJOT** travaille justement sur ces thématiques à la frontière entre la transition écologique et la ville. A ses yeux, « nous ne pouvons pas penser un futur écologique sans cette transition numérique », a-t-il précisé. Avec toutefois quelques mises en garde, notamment sur la thématique de la mobilité. « Des milliards sont investis dans la voiture autonome qui fascine ingénieurs et techniciens. Mais s'est-on posé des questions toutes bêtes comme : à quoi sert la voiture autonome ? Va-t-elle répondre aux questions de mobilité et aux enjeux locaux ? Dans quels territoires et avec quels types d'infrastructures ? Finalement, n'apportera-t-elle pas davantage de nouveaux problèmes que de solutions à ceux existants ? » Un exemple donc « pour dire que nous sommes dans une société où l'on met l'innovation technologique sur un piédestal. Il faut la faire redescendre et la faire dialoguer avec les enjeux territoriaux d'aménagement pour obtenir des résultats intéressants. Le numérique est un outil parmi d'autres. Nous ne devons pas le mettre au centre de tout ». Et comme pour rassurer les élus et techniciens des SCoT, il conclut : « les vrais enjeux sont plutôt de votre côté que des bidules numériques ».



PAROLE D'EXPERT

FAIRE CONVERGER LES TRANSITIONS NUMERIQUES
ET ECOLOGIQUES

Mathieu SAUJOT, Coordinateur de l'initiative "Lier transition numérique et écologique" à l'IDDRI



LES CLES DES TRANSITIONS

“ *La Banque des territoires se mobilise sur toutes les transitions. Par exemple, sur la transition numérique, elle a mobilisé des fonds propres pour accompagner le déploiement du très haut débit, sur le territoire. En matière d'environnement, je citerais aussi la plate-forme Oktave pour accompagner les particuliers qui souhaitent transformer leur logement.* ”

Sébastien FOURNET-FAYARD, Directeur d'agence / Directeur territorial Meuse - Moselle de la Banque des Territoires



ZOOM SUR

PAROLE D'EXPERT

PROSPECTIVE : LE SCOT DE L'ANTHROPOCENE

Étudiants du Centre Michel SERRES

Stéphane CORDOBES, CGET/École Urbaine de Lyon



« Imaginez les SCoT de l'anthropocène » !

C'est le défi lancé par Stéphane CORDOBES (CGET/École urbaine de Lyon) à un groupe de sept élèves du Centre Michel Serres. Le nom du projet : Aménager/habiter/composer avec le territoire à l'ère de l'anthropocène ? Ou comment repenser la place de l'homme dans son environnement, y compris avec des éléments « non-humains » tels que les plantes, les sols, les animaux, l'eau, l'air... Il est question de développer notre « résilience collective », a précisé Arnaud ANAVI, l'un des auteurs. Mais surtout « s'il ne fallait retenir qu'un enseignement, c'est l'idée qu'avant de chercher des solutions, il est primordial de construire un cadre, dans lequel l'homme est placé dans une position nouvelle vis-à-vis à la fois du milieu et des autres ». Ce qui signifie notamment pour le SCoT que « le processus d'élaboration et de déploiement est au moins aussi important que le document lui-même », a conclu Stéphane CORDOBES.

Arnaud ANAVI

Animation réalisée par les
Étudiants du Centre Michel SERRES



CONSTRUIRE LES RECITS DES TRANSITIONS

Bien sûr, « nous sommes face à une situation extraordinairement complexe. Elle demande la mise en œuvre d'un certain nombre de politiques publiques, d'actions individuelles et autres mutations économiques, encore très difficiles à imaginer pour la plupart des acteurs ». D'où cette intervention face à un auditoire d'élus et techniciens des SCoT : « il y a de très fortes chances que là où nous pouvons aller vite et fort, c'est sur les territoires. Mais pour ça, nous avons besoin de trois choses » :

« **Arrêter le plus vite possible le réchauffement et la destruction de la biodiversité** : donc cesser l'artificialisation des sols, arrêter de couper les forêts, tendre vers d'autres modèles agricoles que la monoculture... » ;

« **Construire de la résilience** pour aider les territoires à encaisser les chocs à venir ». Qu'est-ce que cela signifie ? « Rapprocher les endroits où l'on cultive, de ceux où l'on consomme, produire un maximum d'énergie avec des sources renouvelables et protéger la ressource en eau » ;

« **Régénérer nos écosystèmes**, le plus possible : qu'ils soient naturels mais aussi économiques, en relocalisant, en recréant une économie enracinée là où nous sommes. Et encore démocratiques, c'est-à-dire d'essayer de faire en sorte que tout le monde participe aux prises de décisions et à la mise en œuvre des actions ». Et pour entraîner tout le monde dans une dynamique, « il faut donner du sens et surtout raconter des histoires, des récits qui soient suffisamment enthousiasmants et puissants pour créer une large adhésion collective ». Voilà pourquoi, aux yeux de ce Grand Témoin, les élus ont une « sacrée responsabilité ».

En conclusion, **Cyril DION**, insiste : « Aujourd'hui, toutes nos décisions collectives en termes de démographie, d'économie, de politique, de développement, etc., doivent avoir comme axe central, le fait que la vie sur cette planète a besoin d'être préservée ». Il s'agit d'aller « vers une société plus sobre, une société qui soit davantage une société de l'être que de l'avoir ».



CYRIL DION, écrivain, réalisateur, poète,
co-fondateur du Mouvement Colibris
Grand Témoin des Rencontres



SCOT & TRANSITIONS



14^{EMES} RENCONTRES NATIONALES DES SCOT

